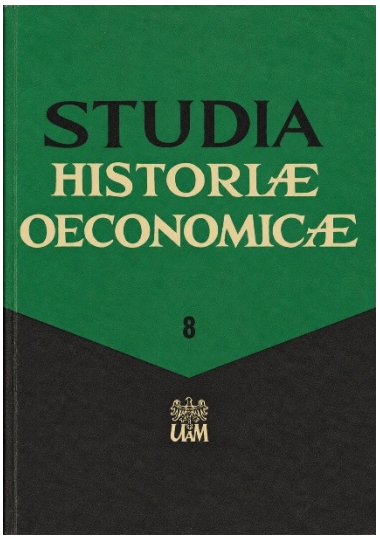


Gibelli, A. (1973) 'Les travailleurs italiens et l'économie de guerre allemande dans le programme du "Nouvel Ordre Européen" de Hitler (1939-1945)', *Studia Historiae Oeconomicae*, 8, pp. 77–90.

https://doi.org/10.14746/sho.1973.08.1.004

Text of article:
https://pressto.amu.edu.pl/index.php/sho/article/view/57724

The text was digitised from an earlier printed edition of *Studia Historiae Oeconomicae*. The digitisation process involved scanning, automated optical character recognition (OCR), and subsequent manual verification of the recognised text. The original source material is held by the Collegium Historicum Library at Adam Mickiewicz University, Poznań.
bch.amu.edu.pl

The task was carried out within the framework of the competition "Social Responsibility of Science II – Support for Scientific Libraries". The project entitled "Digitization of archival editions of scientific journals collected by the Library of the Coll. Historicum of Adam Mickiewicz University". The project was co-financed from state budget funds granted by the Minister of Science within the framework of the Programme Social Responsibility of Science II. Support for Scientific Libraries (agreement no. BIBL/SP/0092/2024/02 of 05.12.2024).

Total value of the project: PLN 247,236.00. Amount of co-financing: PLN 220,836.00.









STUDIA HISTORIAE OECONOMICAE
UAM Vol. 8 — 1973 Poznań 1973

Antonio Gibelli (Italie)

LES TRAVAILLEURS ITALIENS ET L'ÉCONOMIE DE GUERRE ALLEMANDE DANS LE PROGRAMME DU „NOUVEL ORDRE EUROPÉEN" DE HITLER (1939 - 1945)

Préliminaires

Mon rapport se réfère seulement dans un sens large au sujet de ce congrès. Je me suis, en effet, penché non pas sur le déplacement de populations entières à la suite de la guerre d'agression nazie, mais plutôt sur le recrutement et l'emploi massif de travailleurs Italiens dans le Reich. Le fait est que, pour ce qui concerne l'Italie, nous n'avons point de cas semblables à ceux qui se sont présentés dans d'autres nations européennes occupées par les Nazis, c'est-à-dire des déportations de populations entières expulsées des territoires nationaux, du moins pas de l'envergure des exemples de ce genre qui se sont vérifiés dans certains pays de l'Europe Orientale.

L'Italie, au contraire, est sans doute un cas des plus remarquables en Europe d'un pays utilisé par les Nazis, avant et après l'occupation, comme un immense réservoir de la main d'oeuvre à jeter dans l'énorme machine de guerre allemande en expansion continuelle. La manière et l'importance de ce recrutement justifient une analogie — qui est loin d'être superficielle — avec les déportations de populations qui forment plus précisément le thème de ce colloque: je me réfère en effet au caractère massif et, en grande partie, coercitif du recrutement des travailleurs Italiens pour les employer en Allemagne (et dans les territoires occupés et exploités).

Pour le premier point il suffit ici de rappeler que l'Allemagne a obtenu de l'Italie au cours de la guerre plus de forces de travail qu'elle n'en a tirées de chacun des autres pays occupés, à l'exception de l'URSS, de la Pologne et de la France. En témoignage du fait que le sort des travailleurs italiens était très semblable si non exactement pareil au sort réservé aux prisonniers de guerre et aux déportés, tout au moins en vue de l'estime que les Allemands leur témoignaient, nous voulons re-

porter un extrait d'une conversation téléphonique entre deux fonctionnaires du Front Allemand du Travail — l'un à Rome, l'autre à Berlin — qui a eu lieu au mois de septembre 1939 et qui fut interceptée par les organes de contrôle fascistes.

„On m'annonce à l'instant — disait la voix de Berlin — que nous avons trouvé tous seuls la solution du problème des mineurs: on vient d'avoir fait prisonniers 6000 Polonais et nous les enverrons travailler aux minières. Vous pouvez laisser tomber le racolage des Italiens..."

Les programmes allemands ne faisaient — ni pouvaient faire — aucune distinction entre le matériel humain provenant soit d'Italie, leur „alliée", soit de la Pologne, terre d'occupation. C'est là la réalité du rapport au recrutement de la main d'oeuvre en Italie pour servir le Reich; une réalité que les proclamations officielles et la rhétorique d'occasion de la presse fascite tentaient en vain de camoufler et d'ennoblir sous le signe de la „collaboration fraternelle".

Il convient ici de rappeler qu'au cours de la guerre les rapports italo-allemands ont passés par deux phases distinctes, séparées entre elles par le court intervalle (un peu plus d'un mois environ) entre la chute du fascisme (25 juillet 1943) et sa restauration et le début de la résistance armée à la suite de la conclusion de l'armistice entre l'Italie et les alliés (8 septembre 1943). C'est à cette date que les Allemands se sont transformés d'alliés en occupants, appuyés par un gouvernement qui n'avait plus l'ombre d'autorité ni une marge d'autonomie tant soit peu valable pouvant être, bien au contraire, vu comme une simple projection de la puissance occupante: je fais allusion à la tentative extrême de Mussolini, la République Sociale Italienne.

Dans la réalité cette coupure est moins nette qu'elle ne paraît à qui considère les faits seulement du point de vue politique et de l'organisation de l'Etat. En effet, il suffit d'observer les rapports économiques entre les deux puissances pour se rendre compte du v é r i t a b l e rôle de chacune d'elles. L'historique de la période dont il est question a déjà amplement établi que l'Italie soutenait, bien avant 1943, un rôle de satellite, d'alliée de second plan, vis-à-vis de l'Allemagne. Cela soit pour des relations en cours, soit pour tout ce qui avait trait aux projets d'un „nouvel ordre" européen où l'Italie se serait trouvée, somme toute, dans la position de fournisseur de la main d'oeuvre et de produits agricoles (sauf, très probablement, la valorisation des groupes capitalistes de l'Italie du nord et leur intégration la plus complète dans l'industrie allemande, car ils constituaient, même aux yeux des Allemands, des forces économiques de tout respect).

L'Allemagne, en effet, portait non seulement, en raison de la puissance de ses armements, presque tout le poids de la guerre, mais elle

manoeuvrait aussi les principaux leviers de l'économie italienne, du ravitaillement des matières premières à la réglementation des courants d'exportation (qui confluaient en une zone de l'Europe directement ou indirectement contrôlée par les Allemands), jusqu'à l'achat à la bourse des actions des sociétés les plus importantes. Il en coulait de source que, dès les premières années de guerre, l'emploi des ressources matérielles et humaines de l'Italie eût pour but, de façon prioritaire, la satisfaction des besoins du membre plus important de l'alliance nazi-fasciste. C'est à cette logique que n'échappa pas le recrutement des travailleurs, même si, évidemment, le phénomène s'est accentué, du moins dans les programmes allemands, au fur et à mesure que l'Italie fasciste décela l'inconsistance de son apport à la guerre, jusqu'à la rupture définitive de l'alliance à la chute de Mussolini.

Ce sont là les raisons qui permettent de considérer essentiellement unitaires, du point de vue qui nous intéresse, les périodes précédentes et successives au 8 septembre 1943. Ce ne sont que deux phases d'un même processus, deux manifestations d'un rapport identique.

1. *L'emploi de la main d'oeuvre italienne en Allemagne au cours des deux premières années de guerre*

A l'état actuel des recherches il n'est pas possible de donner des chiffres absolument certains du nombre de travailleurs occupés dans le Reich sur la base des statistiques officielles. Au cours de nos recherches, effectuées aux Archives Centrales de l'Etat (Rome), nous ne sommes pas parvenus à établir un fond organique du soi-disant „Commissariat pour les émigrations et la colonisation" (Commissariato per le emigrazioni e la colonizzazione) qui fut, au moins à partir de 1941, l'organe préposé à la réalisation des plans de recrutement de travailleurs pour l'étranger. On trouve, par ailleurs, des nouvelles éparpillées et fragmentaires dans les dossiers de la Présidence du Conseil des Ministres et aussi dans la correspondance ordinaire du secrétariat particulier du Duce, tandis que dans les rapports des préfets de police au Ministère de l'Intérieur on trouve, de temps à autre, d'abondantes informations sur le racolage et le départ de travailleurs des différentes provinces.

Au contraire (à quelques rares exceptions près) se révèle peu d'utilité la presse officielle du régime, plus préoccupée d'exalter en termes généraux et emphatiques la collaboration italo-allemande et les mérites des travailleurs italiens que de fournir au public des données précises par rapport à l'expatriation des travailleurs. Cela constitue un document en plus — certainement peu réconfortant en dépit de la pompeuse rhéto-

rique qui tâchait de voiler les faits réels — de la position irrémédiablement subalterne de l'Italie.

Par contre, très intéressant à cet égard est un document retrouvé par un chercheur italien dans les archives des Etats-Unis; c'est à l'amabilité de ce dernier que je dois la possibilité de me servir des données fournies par le document en question. Le titre de ce papier, qui appartient à la moitié de 1943 environ, est *Notice générale sur les statistiques et la démographie italiennes* (dorénavant abrégé ici „General note") et offre, au sujet du travail italien en Allemagne, des chiffres globaux, tirés de plusieurs sources, en majorité approximatives, mais soigneusement passés au tamis et donc complexivement dignes de foi.

En un premier temps ce sont surtout des travailleurs agricoles engagés pour des travaux temporaires en Allemagne. Déjà en 1938 - 1939, avant le début de la guerre, leur nombre total s'élevait à environ 30 000 unités, du moins d'après la source américaine citée. Par contre, selon „Lavoro Fascista" (21/2/1941) le nombre des travailleurs agricoles engagés entre le printemps et l'été 1939 était de 36 000 et se montait à 50 000 celui des embauchés du début de la guerre au mois de février 1941. C'est le chiffre plus haut de travailleurs étrangers travaillant en Allemagne, exception faite des prisonniers et déportés Français et Polonais.

Contrairement à ce que la General Note paraît croire, les données partielles que nous possédons ne semblent pas confirmer que la majorité de ces travailleurs provenaient des provinces du centre-sud, qui sont surtout agricoles. Bien qu'il ne nous soit pas possible d'établir des comparaisons globales, nous sommes à même de signaler des quantités connues et significatives d'émigration des provinces du centre-nord. Par exemple, déjà en 1938 le chef-lieu de Mantoue enregistrait l'émigration en Allemagne de 1000 travailleurs agricoles, de 1500 en plus en avril 1939 et de plus de 1900 en juillet 1940 et ainsi de suite tout au long de 1941, toujours au nombre de 1500 à 2000 unités pour les travaux saisonniers.

Pareillement indicatif est le cas de Modène, où le préfet de police signalait le départ en Allemagne de 3800 travailleurs agricoles dans le premier quadrimestre de 1939 et la présence dans le Reich de 4000 d'entre eux au mois d'octobre de la même année. Encore à Modène en avril 1940 était enregistré le départ de 3887 travailleurs agricoles, tandis que bientôt 1200 autres allaient les rejoindre; en juin la présence en Allemagne était de plus de 2800 unités.

A cet égard sont aussi très significatives les remises d'argent envoyées des travailleurs en Allemagne à leurs familles: engagés aux travaux des champs, normalement pendant 8 ou 9 mois, ils étaient à même d'envoyer tous les mois des sommes variant (en 1940) de 350 à 450 lires (contre

une moyenne de 600/800 lires de la part des ouvriers de l'industrie) pour un total, dans les périodes les meilleures, de plus d'un million de lires (la donnée se rapporte toujours à Modène).

On peut tirer d'autres particularités significatives des rapports des préfets de police de Treviso, Vérone, Trento, etc. En général les nouvelles provenant des régions du centre-sud sont plus vagues. Les rapports de police mentionnent souvent des départs de travailleurs pour l'Allemagne, mais le plus souvent sans donner de chiffres.

Le lourd phénomène du chômage, largement diffusé dans le pays à cause des contradictions du développement économique italien et de la politique économique du fascisme, explique aisément la facilité et l'ampleur de ces embauchages. Avant la fin de 1940 on ne rencontre point d'indications de difficultés pour le recrutement. Les rapports de police soulignent, au contraire, les effets salutaires de l'émigration afin de réduire le chômage et les pressions sur le marché du travail. Parfois la poussée vers l'émigration était même tellement forte qu'il était nécessaire d'y mettre un frein, tandis que l'on rencontre des cas de provinces où l'on se rendait compte d'„une mauvaise humeur répandue" dans la population agricole qui croyait avoir été négligée lors du dressage du plan de recrutement (c'est ce qui est arrivé notamment à Trento en hiver 1938/39). Journaliers et paysans pauvres agissaient ainsi évidemment poussés par une constriction objective, c'est-à-dire les conditions très dures de leur vie et la diffusion du chômage. Il s'agissait, comme le faisait remarquer la revue théorique du Parti Communiste d'Italie *Lo Stato Operaio*, dans un article paru en 1942, d'un phénomène peu commun pour un pays en guerre où, d'habitude, la main d'oeuvre n'abonde pas mais, bien au contraire, vient à manquer. Il trouve son explication précisément dans la situation subalterne de l'économie italienne vis-à-vis de l'économie allemande et dans les nombreux goulots d'étranglement qui la caractérisaient.

La raison de la forte contribution de main d'oeuvre offerte par l'Italie résidait d'ailleurs non seulement dans la situation de chômage endémique dans le pays et dans les exigences allemandes, mais surtout dans la „nécessité pour l'Italie de disposer de devises allemandes pour redresser la balance commerciale italo-allemande". „Ces déportations — ajoutait *Lo Stato Operaio* — représentaient quelque chose d'infiniment plus louche: il s'agissait d'exporter de la chair à travail en échange des matières premières allemandes que la désastreuse situation de l'agriculture fasciste ne permettait pas de payer en produits agricoles, en dépit des privations alimentaires extrêmes imposées au peuple italien... C'est ainsi que le fascisme ajoute à ses records criminels une autre page d'infamie: la déportation de grandes masses de travailleurs italiens en

échange de fer, d'acier, de charbon" (*Lo Stato Operaio*, juin-juillet 1942).

Les premiers avertissements au sujet du manque de main d'oeuvre agricole et des préjudices causés par le recrutement de main d'oeuvre pour travailler en Allemagne ne se rencontrent qu'en 1941, c'est-à-dire lorsque l'intensification des rappels sous les drapeaux et surtout l'extension du recrutement pour l'Allemagne au secteur industriel (et par conséquence le passage de la main d'oeuvre agricole à ce secteur) commençaient à entamer plus profondément le réservoir de la main d'oeuvre.

Déjà en 1940 s'était vérifié un consistant embauchage de main d'oeuvre industrielle. Selon la General Note, dans le courant de l'année en question 70 000 travailleurs industriels italiens avaient été envoyés en Allemagne; il s'agissait pour la plupart d'ouvriers non qualifiés (manoeuvres ordinaires, mineurs, etc.). Dans ce cas aussi il n'est pas facile d'esquisser un panorama général de la distribution géographique du recrutement: les nouvelles des provinces sont, pour 1940, particulièrement rares et vagues.

Parmi les plus importantes on peut noter celles qui concernent Modène (2247 ouvriers industriels en Allemagne au mois de décembre), Massa Carrara (un millier au cours des derniers mois de l'année), Treviso (4000 ouvriers, partis et rappelés au dernier trimestre de l'an), Lucca (1300 travailleurs expatriés en décembre). Il est toutefois passablement significatif qu'il n'existent point — ou du moins que les renseignements que nous possédons à ce sujet soient dénoués de toute importance — de signalisations concernant les plus importantes provinces industrielles, telles que Gênes (où pourtant le chômage avait atteint en 1940 un total global de 35 000 unités environ), Turin (où on ne rencontre aucune indication d'embauchage de main d'oeuvre pour l'Allemagne quoique, officiellement, le chômage seulement dans le secteur de l'industrie se chiffrait à plus de 10 000 unités à la fin de l'année) et Milan (où en 1939/40 le chiffre des chômeurs est indiqué en 35/40 000 unités, tandis que dans le rapports de police de 1939 à 1941 il n'y a pas trace de départs de travailleurs pour l'Allemagne). Nous avons là un indice évident de l'exclusions des citadelles industrielles du pays pour fournir de la main d'oeuvre aux Allemands, au moins jusqu'à cette date.

2. Le recrutement intensif de 1941 à 1942

Le rythme de recrutement se fit extraordinairement vif à partir de 1941. L'Allemagne ne demandait plus seulement et surtout des manoeuvres et des travailleurs non-qualifiés; elle voulait un apport direct à son activité industrielle, aussi grâce à l'emploi de main d'oeuvre qualifiée. La chose ne tarda pas à créer de graves difficultés et à rendre

nécessaire un procès de rédistribution et d'exploitation plus poussés de la force de travail en Italie.

L'opération débuta par les conventions stipulées au mois de février 1941 par le ministre allemand Clodius et l'ambassadeur italien Giannini, concernant l'ensemble des relations économiques italo-allemandes, et qui prévoyaient, dans la pratique, le troc de charbon, fer et acier allemands contre des produits agricoles et de la main d'oeuvre d'Italie. Grâce à ces accords — annonçait avec emphase *Lavoro fascista* — le total des travailleurs italiens engagés en Allemagne (agricoles, industriels, maçons, mineurs) qui se chiffrait à cette date à environ 110 000 unités, aurait atteint avant la fin de l'année le nombre de 315 000, il serait donc augmenté de 200 000 unités.

Il n'est pas facile de déterminer avec plus de précision la composition intérieure (rapport entre employés et chômeurs, travailleurs des différents secteurs, etc.) de cette nouvelle armée d'émigrés prévue par les conventions en question. Les documents qui s'y rapportent ne manquent pas, mais il n'est pas toujours possible de trouver un accord entre les chiffres présentés. Dans une communication de l'Union Fasciste des Travailleurs de l'Industrie de Gênes au préfet de la ville, datée du 10 février 1941, il est, par exemple, question de 254 000 ouvriers qui auraient dû expatrier sur la base des plans établis: ils auraient été recrutés soit parmi les chômeurs, soit parmi les employés. D'autres documents mentionnent 204 000 ouvriers industriels, plus 70 000 paysans; ou encore, 250 000 ouvriers industriels prêts à partir pour l'Allemagne avant le 15 mars; enfin ce sont 50 000 ouvriers, tous métallurgistes, dont on parle ailleurs qui devront quitter le pays pour se rendre en Allemagne.

De tout cela le fait qui ressort très clairement c'est qu'à partir de ce moment les opérations de recrutement eurent un rythme de plus en plus frénétique et — comme nous l'avons dit ci-dessus — s'imposait la réorganisation de la production ainsi que de tout ce secteur industriel. M. Ciano, le Ministre des Affaires Etrangères lui-même, dans une note du 4 juin 1941 adressée au Ministre des Corporations Ricci, soulignait l'urgence de „donner à toute la matière complexe et variée de notre émigration temporaire en Allemagne un rangement concret, précis, définitif qui est d'autant plus nécessaire car le nombre des travailleurs déjà envoyés et qui seront dirigés vers l'Allemagne atteint des chiffres imposants". Et dans une note pour Mussolini du Ministre des Corporations (datée 14 juillet 1941) il est dit, sans dissimuler une certaine inquiétude, que le 19 juin l'Allemagne avait demandé le recrutement de „encore 100 000 ouvriers" (dont presque 45 000 mécaniciens métallurgistes) et de nouveau le 25 juin „le recrutement immédiat et l'envoi en Allemagne d'au moins 4000 travailleurs des chantiers de la marine". La note con-

tinuait en exprimant la préoccupation que „pour la très grande majorité des secteurs où la main d'oeuvre en question devrait être destinée il n'existe pas la possibilité pratique de trouver des éléments parmi les chômeurs". Plus particulièrement dans le secteur de la métallurgie „si l'on devait (...) retirer encore un certain nombre d'ouvriers employés je dois vous rappeler que sont encore en cours les opérations pour l'envoi en Allemagne de 50 000 métallurgistes qui doivent être répérés directement dans les usines. Cette quota représente le maximum qu'il est possible de retirer de nos industries sans en préjuger trop gravement le fonctionnement, surtout pour ce qui concerne le matériel de guerre". Les demandes allemandes se faisaient de plus en plus pressantes et il était de plus en plus difficile d'y faire face sans préjuger gravement le rythme de la production nationale.

Les statistiques officielles allemandes (mentionnées dans la General Note) parlent de 271 000 travailleurs italiens présents en Allemagne en septembre 1941 (dont 21 700 femmes); cela veut dire qu'avant la fin de l'année le but ne paraissait pas bien loin.

Un coup d'oeil aux rapports des préfets de police des différentes provinces peut offrir ici aussi quelques indications utiles. Sans aller trop dans le détail, il est possible de confirmer la tendance, que nous avons déjà mentionnée, à donner la préférence, lors des opérations de racolement, aux provinces de grandeur moyenne, surtout du centre-nord. Les données les plus significatives dont nous disposons à ce sujet concernent Côme (5000 maçons du département en Allemagne à la fin de l'année), Padoue (plus de 6000 ouvriers en Allemagne au mois de septembre), Mantoue (2000 au mois de mars), Modène (3000 en juin), Trento (environ 3000 expatriés au long du trimestre avril-juin). En proportion (et souvent aussi au sens absolu) sont inférieurs les contingents fournis par les plus grandes villes industrielles. Gênes, en effet (à qui on avait demandé 3000 travailleurs, contre 2500 à répérer à Arezzo et 1800 à Trapani, deux villes qui ne peuvent aucunement être comparées à Gênes par rapport à l'outillage industriel) fournit, au cours de toute l'année 1941 (y inclus quelques départs dans la seconde moitié de 1940) environ 3600 unités; encore moins Turin, d'où nous trouvons, à la fin juin 1941, signalé en tout le départ de 3000 travailleurs, chiffre jugé insuffisant pour porter remède au chômage sévissant et, encore au mois de septembre, les départs pour l'Allemagne sont dans leur ensemble considérés „insignifiants". Quant à Milan, les rapports de la police continuent à ne pas mentionner le sujet même en 1941, quoique le nombre de chômeurs dénoncé était, encore en la période septembre-décembre, d'environ 30 000 personnes.

Malgré ce fait, qui paraît confirmer un désir de sauvegarder à tout

prix les citadelles industrielles, on peut affirmer que ces plans de recrutement dans leur ensemble entamaient assez fortement le fonds de la main d'oeuvre employée, car ils exigeaient une réorganisation totale de la production et l'exploitation toujours plus intense de la force de travail en termes de rythmes et d'horaire de travail, tout au moins dans ces secteurs où, en Italie aussi, on constatait une accélération du rythme de production à la suite de la guerre. Par exemple, il ne résulte pas que parmi les 250 000 travailleurs dont il était question dans les conventions de février, le pourcentage de chômeurs fût très haut.

Dans un des documents on parle même de 54 000 travailleurs qui „devront être choisis parmi les chômeurs des différentes catégories d'ouvriers industriels", cela ne ferait pas plus d'un cinquième du total.

Toutefois, au début, l'impression avait été que les plans massifs d'embauchage de main d'oeuvre pour l'Allemagne auraient pu satisfaire la nécessité de réduire le chômage — et les dangers pour l'ordre public qui pouvaient en découler (comme le fait remarquer plus d'un préfet de police). De ce fait ils ont été acceptés de bon gré par les ouvriers (toujours harcelés, non seulement par le manque de travail, mais aussi par l'écart toujours plus grand entre les salaires et le coût de la vie), jusqu'à rendre possible un racolement clandestin en Italie de la part des entreprises allemandes, en dehors des conventions officielles. La situation, comme il était à prévoir, commença à changer entre 1941 et 1942.

Selon la General Note, qui cite une communication de l'agence de presse Stefani du 5 juin 1942, au printemps de cette année les travailleurs italiens en Allemagne étaient 300 000 (dont 8% des femmes) et seraient bientôt 350 000. Ce dernier paraît être le chiffre réel des travailleurs italiens en Allemagne au début de 1943. La saignée avait été copieuse et nous en avons les preuves de sources nationales et locales. Les rapports des préfets de police mentionnent presque partout dans le pays à la fin de 1941 un défaut de main d'oeuvre industrielle, surtout qualifiée. Souffrait d'une pénurie particulière le secteur des mines où „à la suite de l'envoi de mineurs en Allemagne" et aux rappels sous les drapeaux, le manque de main d'oeuvre touchait déjà dans l'automne de 1941 les 20 000 unités, pour atteindre — à cause aussi de la nécessité d'augmenter la production minière italienne (à la suite de la diminution de la part de l'Allemagne du ravitaillement de combustibles) — rien moins que 36 000 unités en défaut au mois de juin 1942. Tandis qu'environ 25 000 mineurs italiens travaillaient dans les minières du Reich et des pays occupés.

Au mois de février 1942 l'ordre de mobilisation de la population civile de 18 à 55 ans avait été donné, mais cela ne suffit pas à assurer la distribution d'une force de travail répondant aux demandes par la quantité

et la qualité. „L'industrie réclame" — il est écrit, sans cacher le mécontentement, dans une note adressée au Duce de la part du Ministère des Corporations et datée du 22 septembre 1942 — „l'agriculture réclame, les travaux publics réclament, l'Allemagne demande: qui répondra?" Et l'auteur continuait en suggérant une utilisation plus sévère, mieux organisée, du service du travail, dans le sens c'est-à-dire non pas d'une compensation extraordinaire et marginale des vides les plus béants, mais d'une enrégimentation totale de la main d'oeuvre à disposition „afin d'imposer à chacun et à tous, inflexiblement et sans s'arrêter devant aucun obstacle, l'accomplissement de leur devoir dans le domaine du travail aussi en vue des exigences suprêmes de la guerre".

Il s'agissait d'une idée qui en partie avait déjà percé dans le cours de l'année, mais qui s'était réalisée d'une façon désorganisée et contradictoire sans donner de solution au problème. On avait cherché de contenir la tendance des travailleurs de la terre à passer vers d'autres secteurs d'activité et surtout vers l'industrie où la paye était plus élevée; d'un autre côté on avait proposé d'essayer de réduire les allocations et les autres subventions d'assistance sociale pour les chômeurs (en les révocant complètement à ceux qui refusaient d'accepter une occupation quelconque) et cela dans le but de lutter contre le phénomène de la cristallisation de la main d'oeuvre industrielle, à cause de quoi „le travailleur (...) préfère rester sans travail ou garder son emploi auprès des entreprises qui ont réduit leur régime de travail, plutôt que de passer où son travail serait plus utile pour les besoins contingents de la guerre, même face à la possibilité éventuelle de recevoir une rétribution plus intéressante". C'est à ce phénomène que l'on attribuait aussi les „grandes difficultés" qui se présentaient lorsqu'il s'agissait de recruter des ouvriers dans les mines et ailleurs pour les envoyer travailler en Allemagne.

C'est en effet à cette période que commence à se manifester — et à prendre vigueur — le refus et la résistance des travailleurs vis-à-vis de la perspective d'aller travailler pour le Reich. Cette attitude s'était présentée déjà au cours de 1941, tant et si bien qu'au mois de juin 1941 Ciano, Ministre des Affaires Etrangères, avait dû prendre acte „de croissants et préoccupants phénomènes d'indiscipline et d'abandon du travail" parmi les ouvriers italiens en Allemagne. D'une part ceux qui travaillaient déjà chez les Nazis faisaient tout le possible pour rentrer chez eux, sous prétexte de maladie ou en profitant des périodes de vacances (à la fin desquelles ils se rendaient très souvent introuvables); de l'autre, ceux qui étaient encore en Italie refusaient de se laisser embaucher pour l'Allemagne. Cette attitude était favorisée en grande partie par la difficulté et les retards, toujours plus grandes les unes et plus longs les

autres, qui pesaient sur les remises d'argent provenant de l'étranger — à cause de la situation particulière des relations économiques et financières entre l'Italie et l'Allemagne. Mais sans doute il faut y voir aussi les répercussions des nouvelles au sujet du traitement réservé aux travailleurs italiens par les Allemands, surtout dans les mines. Le rapport du préfet de police de Potenza (25 juin 1941) fait allusion au „travail très pénible et exténuant" qui leur était réservé.

C'est à cause de ces phénomènes que le recrutement commença à assumer un caractère coercitif qui devint sa forme principale au cours des années suivantes. Des mesures de police furent adoptées pour forcer les travailleurs à accepter l'embauchage et à rester en Allemagne et le sort des travailleurs italiens s'assimila de plus en plus, dans les formes aussi bien que dans la substance, au sort des centaines de mille travailleurs et civils des autres pays qui avaient dû se plier sous le joug et les programmes impérialistes des Nazis.

3. Le coup de barre de 1943 et la faillite du programme hitlérien

Sous la pression des carences de plus en plus dramatiques de la production nationale, peut être aussi par rapport à la résistance offerte par les travailleurs, le recrutement subit un ralentissement entre la seconde moitié de 1942 et le début de 1943. Au cours de cette dernière année se sont vérifiés, au contraire, des signes d'un changement de tendance, soit sous la forme de menaces fascistes de rappel au berçail des travailleurs italiens en Allemagne (symptôme de la crise dans les rapports italo-allemands), soit dans le sens d'un véritable commencement des rapatriements. Ce mouvement inverse s'accéléra lorsque le gouvernement de Mussolini se vit confronté — lors du débarquement allié en Sicile — par des problèmes véritablement dramatiques par rapport à la défense militaire du pays et de sa propre survie: le jour de la défaite totale approchait à grands pas. Il paraît même que le gouvernement italien avait donné ordre que tous les travailleurs devaient être rapatriés avant le 31 août 1943 (G e n e r a l N o t e). Nous ignorons, toutefois, jusqu'à quel point les opérations de rentrée avaient eu lieu lorsque, le 25 juilllet, Mussolini fut renversé et un nouveau chapitre s'ouvrit dans les rapports germano-italiens, plein d'incertitudes et de dangers pour ces travailleurs qui n'avaient pas encore quitté le Reich et qui voyaient se dessiner à l'horizon la menace d'être retenus en hôtages ou, ensuite, en état de captivité.

La scène devait changer encore bientôt, brusquement, avec la signature de l'armistice entre l'Italie et les alliés. Dès lors l'exploitation des ressources italiennes et la position subalterne de l'Italie furent mises

à découvert, sans plus de voiles et d'entremises, sans plus de concessions accordées à l'autonomie du gouvernement italien désormais réduit à un simple soutien de la puissance occupante. Dans le cadre d'un programme qui prévoyait le recrutement global de 4 millions de travailleurs dans les pays occupés, le plénipotentiaire allemand pour l'emploi de la main d'oeuvre, Sauckel, promit à Hitler, en janvier 1944, qu'il aurait répéré en Italie un million et demi de travailleurs: chiffre énorme, qui ne s'accordait pas du tout, non seulement avec les efforts de part fasciste de reconstituer une armée, mais bien aussi avec les intérêts des industriels italiens auxquels, à vrai dire, les Allemands étaient plus disposés de prêter oreille qu'aux représentants de la République Sociale.

Si, d'une part, il n'y avaient plus d'obstacles de sorte pour l'exploitation à fond des ressources italiennes de la part des Nazis, d'autre part le cadre politique et militaire avait profondément changé et c'est cela qui causa la faillite la plus complète des plans allemands, comme il est amplement documenté par Enzo Collotti dans son livre consacré à l'Administration allemande de l'Italie occupée.

La chute du fascisme, la crise totale du vieil ordre, l'écroulement vertical des structures de l'Etat, avaient frayé le chemin en Italie pour un bouleversement profond des forces sociales et politiques qui devait d'une part alimenter la résistance armée contre l'occupant et le néo-fascisme, de l'autre entamer profondément, quoique temporairement les rapports entre les classes.

La classe ouvrière du nord, exaspérée par les privations de tout genre qui lui étaient imposées par l'insuffisance grandissante de la paye et la difficulté de trouver le nécessaire pour vivre, avait déjà donné preuve de sa puissance de lutte au cours de plusieurs grèves en 1943 - 44, révélant un degré inattendu d'unité et de combativité et créant de graves difficultés aux occupants. Il était désormais clair que l'Italie n'était pas, pour les Allemands, une terre de conquête facile.

Il faut ajouter à cela le manque d'efficacité de l'appareil de gouvernement péniblement reconstruit par la République Sociale, qui représentait plus souvent un obstacle qu'une aide pour les Allemands. Enfin la résistance — fondée sur des ambiguités et des médiations difficiles et rusées, mais efficaces et déterminantes — des industriels italiens face au risque d'un appauvrissement sans remède de leur potentiel de production, en outillage et main d'oeuvre. Le front du patronat italien, surtout dans les secteurs qui avaient une importance décisive, quoique astreint à la collaboration avec les Allemands, avait depuis longtemps compris que l'étoile de l'Axe tournait à son déclin et non seulement s'était-il divorcé de la tentative, si peu digne de confiance, du néo-fascisme, mais cherchait à se compromettre le moins possible vis-à-vis de l'occupant et de se pré-

parer le terrain pour de nouvelles alliances politiques en acquérant, si possible, des titres de mérite soit à l'intérieur (par rapport aux forces anti-fascistes), soit à l'extérieur (à l'égard des alliés occidentaux). L'ensemble de ces raisons explique la contribution du patronat — si non décisive du moins très importante — pour déjouer les dessins allemands.

Le facteur déterminant, toutefois, fut le refus de la classe ouvrière qui, après avoir déjoué les tentatives de recrutement „volontaire" fondées sur le mirage de meilleures conditions de travail et de vie dans le Reich, en forçant les Allemands à faire de plus en plus ouvertement recours à la force — ce qui donna des résultats tant soit peu valables seulement en quelques cas, mais toutefois jamais suffisant pour atténuer l'impression de la faillite totale de leurs ambitieux projets. Un des épisodes les plus retentissants à cet égard se déroula à Gênes où les Allemands décidèrent de procéder à une opération militaire en grand style grâce à laquelle ils réussirent, le 16 juin 1944, à enlever des plus grands établissements de la ville et à déporter en Allemagne environ 2000 ouvriers.

Bien que nous n'ayons pas encore un bilan général couvrant toute la période 1943 - 45 sur l'opération de recrutement, de nombreuses données partielles attestent une très grande différence entre les programmes et les réalisations, entre les „ordres de marche" et le nombre d'ouvriers effectivement recrutés. Il a été souvent nécessaire d'avoir recours à la main d'oeuvre qualifiée et aux détenus communs pour parvenir à constituer quelques contingents de partants. Les rapports des préfets de police tout au long de 1944 ne sont, à cet égard, qu'une longue série de déclarations d'impuissance, une réitérée attestation de préoccupations pour les conséquences catastrophiques des tentatives allemandes de racolage forcé.

Rien ne servit à atteindre, et même pas à approcher, les buts établis. A la fin d'avril 1944 un peu plus de 25 000 travailleurs avaient été expédiés dans le Reich, au lieu des deux tiers du programme maximum de un million qui auraient dû être fournis avant la fin de juin. Toutes les indications partielles retrouvées jusqu'ici indiquent que dans la seconde moitié de 1944 le recrutement ne reçut aucun essor, au contraire, il continua à diminuer jusqu'à devenir absolument illusoire et à s'interrompre entre 1944 - 45.

C'était la débâcle sur ce terrain aussi, non seulement en vue de l'insuccès d'un programme économique et militaire mais par rapport au mirage impérialiste d'établir un „nouvel ordre" européen, où un nombre immense de bras auraient dû peiner pour édifier la richesse et la fortune de la nation suprême. L'Allemagne était près de s'écrouler définitivement.